

20 -12- 2002

20 -02- 2003

NR.

N°

65.536 | 60 | 329

RZ:

Commission paritaire pour le secteur socio-culturel**Convention collective de travail du 13 décembre 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur socioculturel****Article 1er.**

La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et de l'Arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand. et ces arrêtés d'exécution.

Les dispositions de la présente convention collective de travail sont également d'application pour les groupements d'employeurs comme prévu aux articles 3 et 15 de la présente convention collective de travail.

Article 2.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des associations ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur socioculturel et qui sont une organisation de coopération au développement ou d'éducation au développement.

Par « travailleurs », on entend le personnel ouvrier et employé tant masculin que féminin peut importe le statut sous quel il est engagé.

Article 3.

Par « l'Arrêté royal », on entend l'Arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

Par « groupement d'employeurs », on entend les groupements d'organisations qui concluent ou ont conclu un accord pour bénéficier ensemble des avantages des réductions du Maribel social.

Par « Fonds social », on entend le « Fonds Social Maribel social du secteur socioculturel ».

Article 4.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal, le travailleur qui, par trimestre, travaille pendant au moins 50 % du nombre d'heures ou de jours de travail prévus dans le secteur ou dans l'association pour un emploi à temps plein donne droit à une réduction des cotisations patronales.

Article 5.

Les parties conviennent de confier la perception des réductions de cotisation à l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS).

Le produit des réductions de cotisation perçu par l'ONSS provient des employeurs qui dépendent du Fonds Social Maribel social fédéral du secteur socioculturel telles que décrites à l'article 2.

Article 6.

Les employeurs s'engagent à affecter intégralement les réductions de cotisations visées à l'article 2 de l'Arrêté Royal au financement d'emplois supplémentaires.

Article 7.

Un employeur qui bénéficie des avantages financiers du 'Fonds Social' peut s'il se voit obligé de réduire le volume de l'emploi, comme prévu à l'article 56 de l'arrêté Royale, pour ces travailleurs qui sont visés par cette convention collective de travail, continuer à bénéficier des avantages financiers du 'Fonds Social' , à condition :

- 1.. qu'il déclare au préalable, par lettre recommandée, la réduction du volume de l'emploi au Fonds social, en indiquant la réduction que subit le volume de l'emploi exprimé en équivalents temps plein en application de la réduction proposée pendant une année civile complète;
2. que le Fonds social approuve la proposition de réduction du volume de l'emploi sur base de critères objectifs qu'il a établis et par décision motivée.

Article 8.

En application de l'article 8 §2 c) et f) de l'Arrêté royal, chaque employeur ou groupement d'employeurs qui bénéficie d'une intervention financière du Fonds social doit fournir chaque année, pour le 31 janvier de l'année suivante au plus tard, un rapport détaillé au « Fonds social ».

Le non-respect de ces dispositions donnera lieu à des sanctions, déterminées par le Fonds.

Article 9.

Ce rapport doit reprendre au moins les éléments suivants :

- le nombre total d'emplois exprimé en travailleurs et en heures de travail pour la période de référence et la période concernée;
- la liste nominative des travailleurs engagés grâce à l'intervention financière du Fonds avec le régime de travail, leur fonction et leur barème, l'échelon dans la grille barémique, le plafond de leur rémunération, le cofinancement éventuel.

Si nécessaire, le « Fonds social » peut demander des informations complémentaires.

Un modèle de rapport sera élaboré par le « Fonds social ».

Article 10.

Le dit rapport devra être accompagné de la preuve qu'il a été discuté et s'il a reçu ou non l'accord du Conseil d'entreprise, ou à défaut, de la délégation syndicale ou à défaut d'au moins deux représentants régionaux ou nationaux des organisations syndicales qui siègent à la commission paritaire.

Faute d'accord intervenu dans les 15 jours qui suivent la notification du rapport par l'employeur aux représentants des travailleurs, la partie la plus diligente peut transmettre le rapport au « Fonds social » qui tranchera.

Article 11.

Le « Fonds social » envoie les documents suivants pour le 30 juin de chaque année civile, au fonctionnaire dirigeant du Ministère de l'Emploi et du Travail:

1. la liste des employeurs qui ont bénéficié pendant toute l'année civile précédente d'une intervention financière du fonds Maribel social;
2. la liste des employeurs qui, en application de l'article 14, ont pu réduire le volume de l'emploi de leurs travailleurs auxquels le présent arrêté est applicable, pendant l'année civile précédant l'année civile au cours de laquelle la liste a été fournie, en indiquant par employeur les informations que l'employeur a communiquées au fonds Maribel social en application de l'article 14, alinéa 1er, 1^o. de Arrêté Royal

Article 12

L'employeur a l'obligation de transmettre sans délai au Fonds social les renseignements utiles et notamment les contrats des travailleurs, la rupture du contrat de travail, les remplacements, les prises en charge par la mutuelle, les modifications de groupement ou tout élément susceptible de modifier la subvention.

Article 13.

Sauf décision du « Fonds social » de réduire le délai, les nouveaux engagements et l'augmentation du volume global de l'emploi sont réalisés dans les six mois qui suivent la notification de l'acceptation de la demande d'octroi d'une intervention financière, comme prévu à l'article 18 de l'Arrêté Royal, sauf dérogation demandée par écrit au Fonds social.

Le non-respect de ces dispositions donnera lieu à des sanctions, déterminées par le Fonds.

Article 14.

Le Fonds social détermine les critères à prendre en compte pour l'approbation des demandes d'octroi d'une intervention financière.

L'intervention du Fonds est au maximum égale au coût salarial du travailleur engagé suite à l'attribution d'un poste de travail supplémentaire. Cette intervention ne peut pas, sur base annuelle, être supérieur à 31.532,06€ par volume de travail supplémentaire à temps plein ou le pro rata qui est d'application.

Ce plafond d'intervention peut être augmenté par décision unanime du comité de gestion du Fonds social. Ce plafond ne peut jamais dépasser 64.937,84€ par ans et par volume de travail supplémentaire à temps plein.

Les montants visés à l'alinéa 1 et 2 peuvent être indexé par décision du comité de gestion du Fonds social.

Article 15.

Les employeurs ou groupements d'employeurs qui ont l'intention de réaliser un effort supplémentaire en matière d'emploi en exécution de la présente convention collective de travail doivent introduire une demande d'octroi d'une intervention financière adressée au Fonds social par lettre recommandée à la poste.

Cette demande d'octroi d'une intervention financière est établie et signée par l'employeur et devra contenir au moins une description détaillée des engagements de création d'emplois prévus par celui-ci.

Le modèle d'acte de candidature, est fixé par le Fonds social.

Article 16.

Une copie de la demande d'octroi d'une intervention financière prévue à l'article 15, est communiquée préalablement pour information et consultation au Conseil d'entreprise, ou par défaut à la délégation syndicale, ou par défaut aux travailleurs.

Les représentants des travailleurs ou les travailleurs disposent d'un délai de 15 jours à dater de la notification de la demande d'octroi d'une intervention financière pour communiquer des remarques par écrit à l'employeur. Les remarques éventuelles sont jointes à celle-ci.

Article 17

La Convention Collective de Travail du 5 juin 1998 « Mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur socioculturel », conclues au sein de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel est abrogée et remplacée par la présente Convention Collective de Travail.

Article 18

Cette convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel.

20 -12- 2002

20 -02- 2003

65.536/c01329

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2002 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de socio-culturele sector

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 op de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en in toepassing van het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector en zijn uitvoeringsbesluiten.

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst zijn eveneens van toepassing op de groeperingen van werkgevers zoals vermeld in artikel 3 en 15 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers tewerkgesteld in de organisaties die ressorteren onder het Paritair Comité voor de socioculturele sector en die een organisatie van ontwikkelingssamenwerking of ontwikkelingseducatie zijn.

Onder 'werknemers' wordt verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden en bedienden, onder welk statuut ook tewerkgesteld.

Artikel 3. Onder 'Koninklijk Besluit' wordt verstaan Koninklijk Besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

Onder 'groepering van werkgevers' wordt begrepen de groeperingen van organisaties die tot een akkoord komen om gezamenlijk te genieten van de voordelen van de verminderingen van de sociale maribel.

Onder 'Sociaal fonds' wordt begrepen het 'Sociaal fonds Sociale Maribel voor de socio-culturele sector'.

Artikel 4. Overeenkomstig artikel 2 van het Koninklijk Besluit, komt een werknemer die, per trimester, minstens 50% is tewerkgesteld van het aantal arbeidsuren of -dagen bepaald in de sector of in de organisatie voor een voltijdse betrekking, in aanmerking voor een bijdragevermindering.

Artikel 5. De ondertekenende partijen komen overeen de inning van de bijdrageverminderingen toe te vertrouwen aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ). Het bedrag van de bijdrageverminderingen toegekend door de RSZ wordt bepaald door de werkgevers die vallen onder de toepassing van het Sociaal fonds van de socio-culturele sector zoals beschreven in artikel 2.

Artikel 6. De werkgevers engageren zich ertoe het bedrag van de bijdrageverminderingen bedoeld in artikel 2 van het Koninklijk Besluit integraal te besteden aan de financiering van bijkomende tewerkstelling.

Artikel 7. Een werkgever die een financiële tegemoetkoming geniet van het 'Sociaal Fonds' kan, indien hij zich genooddaakt ziet om het arbeidsvolume, zoals bedoeld in artikel 56 van het Koninklijk Besluit, van zijn werknemers die onder de toepassing vallen van deze collectieve arbeidsovereenkomst, te verminderen, verder genieten van de financiële tegemoetkomingen van het 'Sociaal fonds', op voorwaarde dat :

1° de werkgever vooraf met aangetekende brief de vermindering van het arbeidsvolume aanmeldt bij het 'Sociaal fonds', met opgave van de vermindering die het arbeidsvolume uitgedrukt in voltijdse equivalenten ondergaat bij toepassing van de voorgestelde vermindering over een volledig kalenderjaar;

2° het 'Sociaal fonds' zijn instemming betuigt met het voorstel van vermindering van het arbeidsvolume op basis van vooraf vastgestelde objectieve criteria en bij gemotiveerde beslissing.

Artikel 8. In toepassing van artikel 8 §2 c) en f) van het Koninklijk Besluit zal iedere organisatie of groepering van werkgevers die genieten van een financiële tussenkomst, minstens jaarlijks een gedetailleerd verslag overmaken aan het 'Sociaal fonds', uiterlijk tegen 31 januari van het daaropvolgende jaar.

Het niet respecteren van deze bepalingen kan aanleiding geven tot sancties bepaald door het 'Sociaal fonds'.

Artikel 9. Dit verslag moet minstens volgende gegevens bevatten:

- de totale tewerkstelling uitgedrukt in personen en arbeidsuren voor het referentiekwartaal en voor het desbetreffende kwartaal;
- de nominatieve lijst van werknemers aangeworven op grond van de financiële tussenkomst van het fonds met hun arbeidsregime, hun functie en barema, het plafond van hun loon, de eventuele co-financiering.

Indien nodig is het 'Sociaal fonds' gemachtigd bijkomende informatie op te vragen.

Een model van dit rapport zal door het 'Sociaal fonds' worden uitgewerkt.

Artikel 10. Bij het voormelde verslag moet het bewijs worden gevoegd dat dit verslag in de ondernemingsraad, of bij ontstentenis, met de syndicale afvaardiging of bij ontstentenis, met minstens twee regionale of nationale verantwoordelijken van de syndicale organisaties die in het paritair comité zijn vertegenwoordigd, werd besproken en eventueel goedgekeurd.

Bij gebreke van akkoord binnen de 15 dagen die volgen op de betekening van het rapport door de werkgever aan de vertegenwoordigers van de werknemers, kan de meest gereede partij het rapport overmaken aan het 'Fonds social' of het 'Sociaal fonds', dat zal beslissen.

Artikel 11. Het 'Sociaal fonds' stuurt tegen 30 juni van elk kalenderjaar aan de leidend ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg volgende documenten op :

1° de lijst van de werkgevers die gedurende het volledig vorig kalenderjaar genoten hebben van een financiële tegemoetkoming van het 'Sociaal fonds';

2° de lijst van de werkgevers die met toepassing van artikel 14 van het Koninklijk Besluit het arbeidsvolume van hun werknemers die onder de toepassing vallen van dit besluit, hebben kunnen verminderen in de loop van het kalenderjaar voorafgaand aan het kalenderjaar waarin de lijst wordt opgeleverd, met opgave, per werkgever, van de informatie die de werkgever aan het 'Sociaal fonds' verstrekt heeft met toepassing van artikel 14, eerste lid, 1° van het Koninklijk Besluit.

Artikel 12. De werkgevers is verplicht zonder verwijl alle nuttige inlichtingen aan het sociale fonds door te geven en meer bepaald de arbeidsovereenkomsten, de verbreking van de overeenkomst, de vervangingen, de ten lasteneming door de ziekteverzekering, de wijzigingen van groeperingen en alle elementen die een wijziging van de financiële tussenkomst tot gevolg kunnen hebben.

Het niet respecteren van deze bepalingen kan aanleiding geven tot sancties bepaald door het 'Sociaal fonds'.

Artikel 13. De nieuwe aanwervingen en de toename van het arbeidsvolume worden gerealiseerd binnen een termijn van zes maand te rekening vanaf de dag van de betekening van de beslissing tot toekenning van de financiële tussenkomst door het 'Sociaal fonds' tenzij het 'sociaal' fonds een andere termijn bepaalt.

Artikel 14. Het 'Sociaal fonds' bepaalt welke criteria in aanmerking worden genomen bij de goedkeuring van de financiële tussenkomst.

De financiële tussenkomst van het 'Sociaal Fonds' is ten hoogste gelijk aan de loonkost van de tengevolge de toekenning van de bijkomende arbeidspost aangeworven werknemer. Deze tussenkomst mag jaarlijks niet hoger liggen dan 31.532,06 euro per bijkomend voltijds arbeidsvolume of de toepasselijke pro rata daarvan.

Dit plafond van tussenkomst kan worden verhoogd bij unanieme beslissing in de Raad van Beheer van het fonds. Het hoger genoemd plafond kan echter 64.937,84 euro per jaar en per bijkomend voltijds arbeidsvolume niet overschrijden.

De bedragen vermeld in lid 2 en 3 van dit artikel kunnen worden geïndexeerd bij besluit van de Raad van Beheer van het 'Sociaal fonds'.

Artikel 15. De werkgevers of de groeperingen van werkgevers die een bijkomende inspanning op het vlak van tewerkstelling wensen te realiseren in toepassing van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, moeten een akte van kandidatuurstelling per aangetekend schrijven overmaken aan het 'Sociaal fonds'.

Dit schrijven wordt opgemaakt en ondertekend door de werkgever en omvat minstens een uitvoerige omschrijving van de tewerkstellingsverbintenis die de werkgever aangaat.

Het model hiervoor zal door het sociale fonds worden opgesteld.

Artikel 16. Een afschrift van de akte van kandidatuurstelling vermeld in artikel 15, wordt voorafgaandelijk ter informatie en ter raadpleging medegedeeld aan de ondernemingsraad, bij ontstentenis, aan de syndicale delegatie, of, bij ontstentenis, aan de werknemers.

De vertegenwoordigers van de werknemers of de werkgevers hebben een termijn van 15 dagen, vanaf het overhandigen van het afschrift, om schriftelijk opmerkingen ter kennis te brengen van de werkgever. De eventuele opmerkingen worden bij de akte gevoegd.

Artikel 17. De collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juni 1998 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de socio-culturele sector is opgeheven en vervangen door deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 18. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2003 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd door één van de ondertekenende partijen bij aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden.